



La FSU engagée pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles

Les violences faites aux femmes, qu'elles soient physiques, sexuelles, psychologiques et/ou économiques, sont interdépendantes et existent dans tous les pays du monde. Dans certains pays, des régimes politiques autoritaires et réactionnaires cherchent à limiter drastiquement les droits des femmes. Dans d'autres, les luttes des femmes et des peuples ont permis de les faire progresser et de diminuer les violences à leur encontre. Pourtant les combats restent à mener partout pour éradiquer ce fléau.

Pour la FSU, il faut renforcer la solidarité internationale, notamment pour lutter contre les mutilations génitales subies par des millions de filles, de femmes, dans de trop nombreux pays. Dans ce cadre l'accès à l'éducation doit devenir une réalité pour toutes car c'est un levier majeur d'émancipation. Dans les zones de conflits et de crises humanitaires, les viols sont utilisés comme arme de guerre et les droits à l'alimentation, à l'éducation, à la sécurité et à la santé régressent fortement, impactant plus massivement les femmes et les filles.

La FSU continuera de mener les combats pour les droits des femmes et pour une paix juste et durable car ils sont intimement liés. Alors que seulement 26% des accords de paix signés comportent des dispositions relatives à l'égalité des sexes, la FSU demande à ce que les femmes soient associées partout aux négociations : les faits révèlent qu'ils sont plus nombreux à aboutir dans ce cas.

En France, les mesures du Grenelle comme l'ensemble des dispositifs prétendant lutter contre toutes les violences faites aux femmes manquent cruellement d'ambition, faute de moyens dédiés. De nombreux rapports ont mis en évidence que la crise sanitaire et les confinements successifs les ont renforcées : 102 femmes ont été tuées par leur conjoint ou ex-conjoint en 2020 et 94 féminicides ont déjà été commis depuis janvier 2021 ; chaque année 553 000 agressions sexuelles sont commises et 230 000 femmes sont victimes de violences conjugales ; 1 femme sur 3 déclare subir du harcèlement sexuel au travail. Alors qu'Emmanuel Macron en avait fait une grande cause de son quinquennat, le bilan est extrêmement négatif. La FSU, avec les associations féministes, continue d'exiger une loi-cadre et un budget d'un milliard d'euros pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles.

Les effets de la crise sanitaire et les politiques libérales menées ont dégradé la situation économique et sociale des femmes. Pour la FSU, les services publics doivent être renforcés, doivent bénéficier aussi des sommes allouées aux plans de relance. La FSU exige que la question des violences et de l'égalité femmes hommes soit pleinement intégrée aux plans de relance pour l'emploi et la cohésion sociale comme pour le plan 1 jeune 1 solution. Il est intolérable que de l'argent public soit dépensé au profit d'entreprises qui ne respectent pas ces éléments incontournables pour l'avenir d'une société juste et égalitaire.

Contrairement à une idée reçue toujours pesante dans la société, le statut de la Fonction publique ne protège ni des violences ni des inégalités. Les agentes des services publics ne sont pas épargnées par les violences au travail. C'est pourquoi la FSU est engagée

pleinement dans les plans d'action pour exiger une politique ambitieuse sur cet axe majeur. Elle a déjà obtenu la création des cellules d'écoute, l'élection de référentes violences sexistes et sexuelles coté personnels au sein des CHSCT, une campagne de sensibilisation, et la prise en compte des violences conjugales par les employeurs publics. Le manque de moyens dédiés et les freins existants dans de nombreux ministères entravent néanmoins l'opérationnalité de ces décisions. La FSU continuera de défendre pied à pied toutes les mesures pour contraindre les employeurs publics à mener des politiques ambitieuses contre les violences faites aux femmes au travail.

À l'occasion du 25 novembre, journée internationale pour éradiquer les violences faites aux femmes, la FSU appelle à se mobiliser dans le cadre de la manifestation nationale au côté de NousToutes et à **participer aux actions le 25 novembre** qui se déclineront sous toutes les formes décidées localement : interpellation, conférence de presse, rassemblement, manifestations.

Les Lilas, le 15 novembre 2021

